

*L'Adresse—M. Irwin*

**M. Irwin:** Réal Thérien, vice-président du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, m'a déjà dit: «Un pays n'est pas un morceau de papier; c'est une disposition d'esprit.» Ces paroles sont restées gravées dans ma mémoire. Quelle est la disposition d'esprit de notre pays présentement? Assez confuse, devrai-je dire.

La semaine dernière, 62 personnalités ontariennes, des intellectuels, des syndicalistes, des ecclésiastiques et des artistes, ont déclaré ceci: «Une victoire du «oui» pourrait amener le Canada anglais et le Québec à négocier d'égal à égal.»

En Saskatchewan, des parlementaires respectables, Dick Colver et Dennis Ham, ont fondé un parti dont le but est l'annexion de l'Ouest aux États-Unis d'Amérique.

L'Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan appuie le «oui», même si elle ne préconise pas la séparation.

Voilà ce qui se passe en Saskatchewan et en Ontario. Cependant, chaque province a été le théâtre d'événements semblables dernièrement. La disposition d'esprit de notre pays m'inquiète. Nous ne pouvons nous offrir le luxe d'un autre Penetanguishene en Ontario. La Saskatchewan ne peut plus se contenter de seulement deux écoles où plus de 80 p. 100 des cours se donnent en français.

Nous ne pouvons plus nous contenter de faire la sourde oreille poliment aux Franco-Manitobains. Le temps presse. Nous sommes à la croisée des chemins et il faut risquer notre va-tout. Simon Fraser, le grand explorateur de la Colombie-Britannique, a laissé son nom à une université, mais les neuf autres avironneurs dans son canoë étaient Canadiens français! Ainsi, monsieur l'Orateur, plus que jamais aujourd'hui nous devons le dire, nous devons ramer ensemble ou périr.

Notre pays est immense, mais nous avons grand besoin de nous connaître l'un l'autre. Je pense que le gouvernement fédéral doit se montrer à la hauteur de la tâche dans le domaine de la communication. A. W. Johnson, président de la Société Radio-Canada, a fait d'excellentes suggestions dans son document intitulé «Touchstone for the CBC». Il y dit notamment:

Il est tout aussi important pour les Québécois que pour les Néo-Écossais d'apprécier et de connaître les héros populaires de toutes les régions du Canada, les légendes canadiennes, les controverses politiques importantes en Colombie-Britannique ou à Terre-Neuve, les questions relatives au pipe-line de la vallée du Mackenzie et la sécheresse dans les Prairies.

Il poursuit:

Il faudrait, par exemple, faire appel beaucoup plus souvent aux correspondants du réseau français partout au Canada.

Selon M. Johnson, il devrait y avoir beaucoup plus d'émissions locales dans les régions canadiennes-françaises à l'extérieur du Québec. Il dit que nous devons produire des émissions pour populariser les héros légendaires du Canada. Par exemple:

Le réseau français doit se pencher au plus vite sur les exploits d'autres personnes, comme Champlain ou La Vérendrye, comme Alexander Mackenzie ou Banting, et aussi sur les événements qui ont marqué notre histoire nationale, comme ceux qui se sont déroulés à Batoche, à Lundy's Lane, au Klondike, à Leduc, sur les Plaines d'Abraham, à Louisbourg, au lac Georges et au lac Champlain.

Selon M. Johnson, nous devons:

Chercher des auteurs et des réalisateurs francophones plus jeunes, et non pas seulement à Montréal, mais partout au Québec et dans les autres localités francophones du Canada.

Le gouvernement fédéral doit épouser ces principes. Les problèmes de la Société Radio-Canada sont d'ordre financier. Il n'est pas nécessaire de modifier l'Acte de l'Amérique du

Nord britannique pour lui donner les fonds nécessaires. Nous pouvons le faire dès maintenant. Ce qui nous manque, c'est la volonté de le faire. A mon avis, quand on nous présentera le budget de la Société Radio-Canada, nous devrons l'augmenter pour les raisons que j'ai énumérées et qu'explique M. Johnson, et nous devrons demander à Radio-Canada de faire exactement ce que M. Johnson a proposé dans son document. Ce serait un geste positif. C'est grâce à une telle attitude d'esprit que nous pourrions comprendre vraiment ce qu'est le Canada.

Tous ces points sont des objectifs généraux que devrait se fixer la Société Radio-Canada. Au Nouveau-Brunswick, il y a un objectif plus immédiat à atteindre. Bien des jeunes Acadiens de Campbellton et de Moncton, au Nouveau-Brunswick, nous ont dit quelque chose de bien clair. Pour l'instant, les émissions françaises dans le nord du Nouveau-Brunswick viennent du Québec. Les Acadiens sentent qu'ils ont une culture distincte qui leur est propre; et ils ont raison. Ils s'opposent à ce qu'on capte encore plus d'émissions américaines au Nouveau-Brunswick avant de répondre d'abord à leurs besoins. Ils considèrent, comme ils l'ont affirmé énergiquement, que les émissions dans leur propre langue ne doivent pas provenir du Québec mais du Nouveau-Brunswick. La Société Radio-Canada est d'accord, et il paraît qu'elle négocie présentement avec la station de Carleton en Gaspésie et un entrepreneur de Moncton. En fin de compte, la programmation pourrait être faite à Moncton. Il serait normal qu'il en soit ainsi. C'est important pour les Acadiens et, là encore, la Chambre n'a pas besoin de modifier la constitution pour satisfaire les aspirations des Acadiens.

Des fonds devraient être mis à la disposition de la Société Radio-Canada, encore une fois, à condition que le travail soit accompli. Cette situation est quelque peu ironique. Si les provinces avaient la haute main sur la télédiffusion comme elles semblent le souhaiter, je suis persuadé qu'il n'y aurait pas d'émissions françaises de Radio-Canada dans au moins trois provinces. Je suis aussi persuadé que personne n'aurait tenté d'établir une programmation en français dans certaines provinces et certaines régions comme la Société Radio-Canada a essayé de le faire.

C'est le gouvernement fédéral, par l'entremise de la Société Radio-Canada, qui a fixé ces objectifs. De façon générale, ces objectifs ont été approuvés non seulement par le gouvernement mais aussi par tous les députés à la Chambre. Nous devrions être fiers de ces positions et insister pour que l'on accorde les fonds nécessaires. Les belles phrases ne résoudreont pas ces problèmes. La Société Radio-Canada a besoin d'outils.

Comment pouvons-nous communiquer avec les Québécois? Comment leur faire connaître nos inquiétudes? Comment leur dire que, comme Canadiens, ils sont nos frères? Quand Gilles Vigneault a écrit:

Mon pays, ce n'est pas un pays, c'est l'hiver.

Je puis voir son pays parce que c'est aussi le mien. Et quand il écrit:

Mon jardin ce n'est pas un jardin, c'est la plaine.

Je sais de quoi il parle, et quand il écrit:

Mon chemin, ce n'est pas un chemin, c'est la neige.

Y a-t-il une différence entre notre pays du nord de l'Ontario et du nord du Québec?

Mon pays, ce n'est pas un pays, c'est l'hiver.

La première fois que j'ai entendu cette chanson, dans le nord de l'Ontario, cela m'a beaucoup ému, je n'ai pas honte de